	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p>
	<p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>	

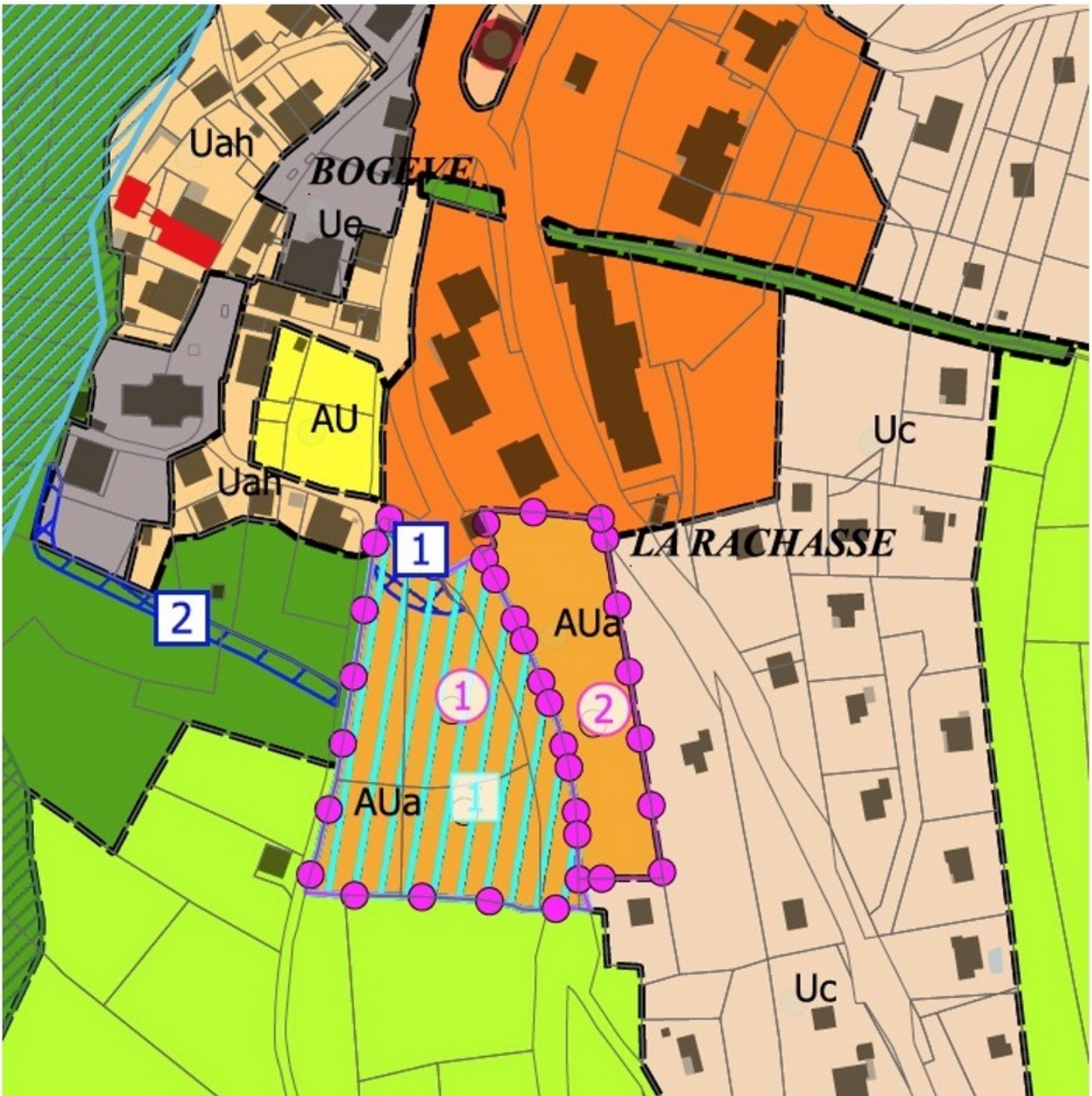
En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
COMMUNE DE BOGEVE
SIRET/SIREN
21740038100018
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
32, Route de Viuz-en-Sallaz – 74250 BOGEVE Tél. 04 50 36 62 08 – Courriel : mairie@bogeve.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
M. Patrick CHARDON, Maire de BOGEVE
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Mme Frédérique PELLIER : Directrice générale des Services – Commune de Bogève
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
32, Route de Viuz-en-Sallaz – 74250 BOGEVE Tél. 04 50 36 62 08 – Courriel : mairie@bogeve.fr

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
Plan Local d'Urbanisme de BOGEVE
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
PLU approuvé le 18 décembre 2019
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de BOGEVE
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
<p>Secteur de la Rachasse</p>  <p>La carte illustre le secteur de la Rachasse, une zone d'habitat individuel. Elle est divisée en plusieurs zones d'urbanisme (Uah, Ue, AU, AUa, Uc) et est bordée par la commune de BOGEVE au nord et LA RACHASSE au sud. Deux secteurs sont identifiés par des numéros 1 et 2, chacun entouré d'une ligne violette pointillée. Le secteur 1 est une zone orange avec des lignes bleues diagonales, et le secteur 2 est une zone orange avec des lignes bleues horizontales. Des numéros 1 et 2 sont également inscrits dans des cercles violets à l'intérieur de ces secteurs. Des numéros 1 et 2 sont également inscrits dans des carrés bleus à l'extérieur des secteurs, à gauche. Des zones vertes et jaunes sont visibles à l'ouest et au sud-ouest du secteur.</p>

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET AUVERGNE-RHONE-ALPES 2019
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT des Trois Vallées Date d'approbation du SCoT : 19 juillet 2017
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
Un SDAGE et un SAGE
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Avis du 18 mars 2019
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

<p>Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Modification simplifiée n°1 du PLU, Modification simplifiée n°2 du PLU.</p>
<p>Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet</p>
<p>Modification simplifiée n°1 du PLU approuvée le 22 octobre 2020. Objet : correction de quelques erreurs matérielles constatées sur le règlement graphique et le règlement écrit. Modification simplifiée n°2 du PLU approuvée le 28 juillet 2021. Objet : correction d'une erreur matérielle constatée sur le règlement écrit.</p>

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
Modification n°1 du PLU
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
1126 habitants en 2018.

4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	59,8	7,9%	idem	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
zones 1 AU	1,7	0,2 %	idem	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
zones 2 AU	0	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	idem	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

zones A	436,6	57,8%	idem	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
zones N	198,9	26,3 %	idem	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Total	697	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	idem	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

La commune de BOGEVE implantée dans la Vallée Verte se compose d'un centre bourg entouré de nombreux hameaux agricoles.

Afin de s'inscrire dans le respect des lois d'aménagement et des prescriptions du SCoT des Trois Vallées, la commune a défini au démarrage de la procédure les grands objectifs de modération de la consommation de l'espace suivants :

Développer le centre bourg de BOGEVE et ses équipements

- avec un recentrage de l'urbanisation autour du cœur de village et la définition de ses emprises ;
- avec la mixité des fonctions dans le centre pour le maintien de l'économie locale : accueil d'équipements d'intérêt général et collectif (construction d'un nouveau groupe scolaire permettant l'accueil de 180 élèves), accueil de commerces et services (Acquisition de l'unique commerce alimentaire par la commune pour maintenir et renforcer le commerce de proximité et l'associer à d'autres activités de services). Mise en place de conditions pour favoriser le maintien de l'hébergement hôtelier au cœur du village ;

Réflexion sur l'urbanisation des différents hameaux et leur hiérarchisation

- en encadrant le développement des hameaux et en limitant les extensions en direction des tènements agricoles, notamment sur les hameaux de Devant le Bosson, le Jorat, la Mouille, Jouillon ;
- en permettant une densification et une légère extension de deux hameaux ciblés : les Lavoëts et Les Chaix ;

Diversifier l'habitat sur l'ensemble du territoire communal

- en proposant des typologies de logements qui répondent aux attentes des habitants et qui soient compatibles avec le futur SCoT des trois Vallées : collectif de petite taille (10% - gabarit de grosse ferme), habitat intermédiaire (45 %) et logements individuels (45 %) avec création de quelques logements aidés ;

Valoriser l'activité agricole

- avec la densification des secteurs les plus proches du centre village ;
- avec le maintien du caractère rural de BOGEVE : protection des glacis agricoles (grandes surfaces agricoles homogènes qui entourent les départs d'urbanisation) encore présents autour des hameaux ;
- avec la préservation des circulations agricoles autour des exploitations.

Il a par ailleurs été constaté une très forte augmentation de la population entre les années 1982 et 2007 pendant lesquelles la population de BOGEVE a plus que doublé. Depuis 10 ans, un léger recul a été observé entre 2007 et 2012 mais la commune connaît à nouveau une augmentation de sa population depuis 6 ans.

BOGEVE a ainsi eu une population de 1060 habitants en 2007, 1033 en 2012 et **1126** en 2018, Soit une augmentation de +6,2% de la population entre 2007 et 2018.

Le travail réalisé lors de cette élaboration de PLU a consisté à poursuivre la politique communale de préservation des terres agricoles avec des densifications proposées uniquement à l'intérieur ou au droit des espaces définis par les extraits représentant l'évolution de l'enveloppe urbaine de la commune (§ *Détail des capacités d'accueil du PLU de BOGEVE et emprise Tzéro*).

La commune accueillera ainsi environ 273 habitants supplémentaires à l'échéance du PLU révisé, c'est à dire à un horizon de 10 ans.

Compte tenu de la pression foncière qui continue de frapper le territoire et de l'évolution démographique récente sur la commune, le projet de PLU ne saturera pas les capacités imposées par le SCoT des Trois Vallées. Ainsi, le SCoT permettrait 6,5 ha de développement alors que le projet de PLU propose 5,85 ha sans application de coefficient de rétention foncière. Cette dernière est néanmoins bien une réalité car tout ne sera pas urbanisé ou réhabilité à l'horizon du PLU.

Sur les 124 logements, 56 sont proposés en dents creuses, 43 en extension et 25 en réhabilitation. Sur les 5,85 ha ouverts à l'urbanisation, seul 1,95 ha concerne ainsi des extensions d'urbanisation. 70% de la capacité d'accueil prévue se fera donc en dents creuses à l'intérieur d'emprises déjà urbanisées afin de limiter les consommations d'espaces agricoles et naturels ainsi que l'étalement urbain.

Concernant la densification, la répartition des logements va au-delà des prescriptions du SCoT avec 12,1% de logements collectifs, 50,8% de logements intermédiaires et 37,1 % seulement de logements individuels contre les 10% 45% 45% imposés.

La densité moyenne des constructions futures dans cette commune rurale sera d'environ 22 logements par hectare en moyenne.

Par ailleurs, les extensions de l'urbanisation du centre bourg sont classées en zone d'urbanisation future AUa, soumises à Orientation d'aménagement et de programmation afin de garantir une cohérence des projets et la maîtrise de la consommation de l'espace.

Afin de compléter la protection des milieux agricoles, naturels et forestiers, une trame a été appliquée sur les prairies d'intérêt écologique, les zones humides ont fait l'objet d'un zonage particulier Nh et les boisements rivulaires et les corridors écologiques ont été protégés au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme.

Le présent PLU a donc permis de maîtriser la consommation de l'espace ainsi que l'étalement urbain avec, notamment :

- une urbanisation future recentrée sur le centre bourg et deux hameaux principaux
- une urbanisation des hameaux au droit des emprises urbanisées

- de fait une limitation du développement linéaire le long des voies d'accès et le maintien des coupures vertes
- la valorisation et la protection des plages et glacis agricoles nécessaires aux exploitations pérennes
- le respect des objectifs du SCoT avec notamment une densité moyenne de 22 logements par hectare pour l'ensemble des nouveaux logements contre 22 demandés par le SCoT
- une densification bien plus importante que le simple respect des typologies architecturales annoncées dans le SCoT des Trois Vallées.

Enfin, compte tenu de sa vocation à la fois résidentielle et touristique, ainsi que des investissements en cours pour requalifier le centre bourg (nouveaux équipements publics, réhabilitation du patrimoine communal, mise en place de conditions favorables à l'accueil de commerces de proximité, etc.), la commune a la nécessité de faire venir une population nouvelle sur son territoire pour maintenir ses grands équilibres.

Les 5,85 ha et les 273 habitants potentiels supplémentaires sont donc nécessaires à la commune de BOGEVE.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

Les objectifs poursuivis dans le cadre de la modification n°1 du PLU sont les suivants :

Il s'agit de modifier l'Orientation d'Aménagement N°1 (OAP N°1).

En effet, suite à un projet d'aménagement sur le secteur concerné, il convient de préciser certaines règles de densification, de hauteur, et d'adapter les espaces à végétaliser aux contraintes du futur projet.

Sur la densification souhaitée

L'OAP n°1 prévoyait la réalisation à la fois de logements collectifs et intermédiaires avec un minimum de 35 logements par hectare. Néanmoins il était fait état d'une densité moyenne dont l'interprétation pouvait poser problème. C'est pourquoi, l'ensemble des principes demeure (logements collectifs et intermédiaires, 35 logements au minimum et mixité sociale de 25%) mais la référence à une densité moyenne est supprimée. Par ailleurs, pour une meilleure densification, il ne s'agit pas de réaliser 35 logements par hectare mais 35 logements minimum sur les 7 800 m² du secteur concerné par l'OAP n°1.

Sur le complément réglementaire relatif aux hauteurs du bâti

Concernant les objectifs et enjeux de l'OAP N°1, il est précisé : « ..Les logements collectifs prévus sur le coteau en continuité des immeubles de la Rachasse ont été déplacés en contrebas de la route départementale, ce qui permettra d'intégrer les plus gros volumes dans le terrain naturel. »

Il est ensuite indiqué : « Le tènement concerné par l'OAP N°1 accueillera donc en partie haute les logements collectifs et en partie basse des logements intermédiaires qui conduiront à une décroissance progressive des gabarits depuis le centre bourg jusqu'au sud de l'opération. »

Or, il s'avère que l'article AUa 4-2 (Hauteur minimale et maximale des constructions) couvrant le périmètre de l'OAP n°1 énonce : « La différence d'altitude en tout point de la construction et le point du terrain situé à l'aplomb avant et après terrassement ne doit pas dépasser 13 m.

Cette différence d'altitude ne peut également, au point le plus haut de la construction, être inférieure à 10 m. Le gabarit maximum autorisé est de R+2+Combles. »

Cette règle d'une hauteur minimale était dictée, conformément aux dispositions de la loi ALUR, par le souci de densifier le centre bourg et d'éviter la construction de maisons individuelles au centre du village.

Néanmoins, le secteur concerné par l'OAP N°1 est bien situé dans sa partie haute en prolongement du centre bourg mais vient mourir, avec une forte pente, sur un secteur agricole plus éloigné du centre et réclamant un gabarit et une densité plus faibles.

Par conséquent, la hauteur minimale de 10 mètres au point le plus haut de la construction pose problème et vient contredire l'objectif de l'OAP N°1 puisqu'après les gros volumes souhaités en partie haute, il est demandé de réaliser de l'habitat intermédiaire (style maison groupées ou jumelées) dont la hauteur minimale de 10 mètres est trop importante et peu conforme à ce type de maisons groupées ou jumelées.

Il s'avère par conséquent nécessaire de permettre au bâti intermédiaire qui sera implanté au sud de l'opération de déroger à la règle trop contraignante de la hauteur minimale de 10 mètres.

C'est pourquoi, compte tenu de la configuration des lieux, il est proposé de déroger à la règle des hauteurs minimales de la zone AUa. Une prescription spécifique sera rajoutée sur ce point dans l'OAP N°1 dans un chapitre intitulé « Hauteurs des constructions » libellé comme suit :

« Compte tenu de la configuration du terrain en forte pente depuis le centre bourg, il sera dérogé à la règle des hauteurs telle qu'indiquée dans l'article AUa 4-2 de la zone AUa. A cet effet, tout projet devra bien respecter la hauteur maximale fixée à 13 mètres avec un gabarit maximum autorisé de R+2+ combles. Néanmoins, pour la réalisation de l'habitat intermédiaire, aucune hauteur minimale ne sera exigée. »

Sur le changement du positionnement des aménagements

Le changement opéré est modeste puisqu'il ne concerne que l'adaptation, sur le plan relatif aux principes d'aménagement, de la création d'un espace commun végétalisé.

Ainsi la création d'un espace commun végétalisé qui avait été positionné dans un secteur du périmètre de l'OAP sera maintenu mais plutôt implanté en continu, sur et à côté des voies piétonnes reliant l'ensemble de l'opération qui sera arboré avec un circuit attractif pour les enfants.

On rappellera néanmoins à ce sujet que le schéma d'aménagement proposé sur le secteur de l'OAP n°1 n'est qu'un schéma de principe qui peut encore évoluer en fonction du projet et de ses contraintes.

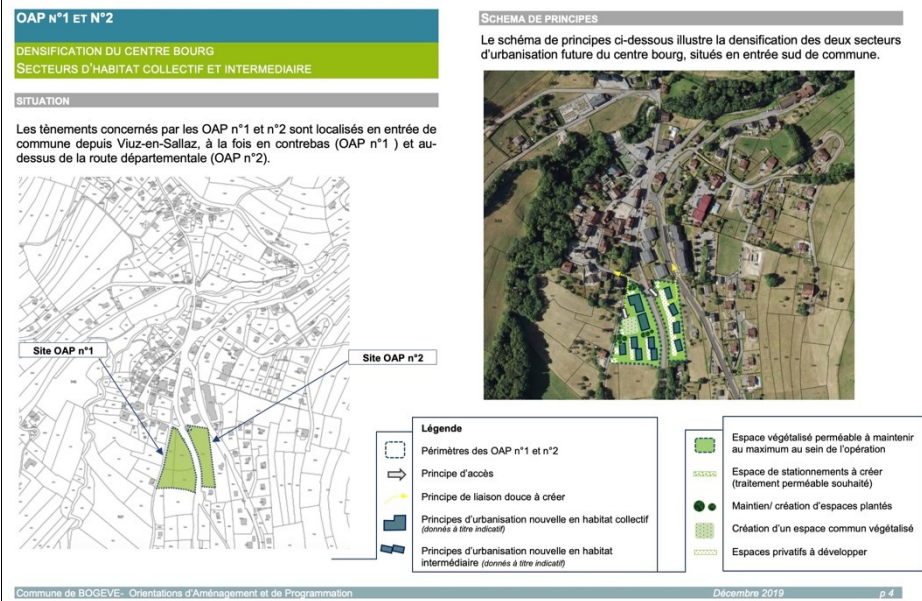
Autrement dit, le positionnement des parkings, espaces arborés ou végétalisés n'est pas figé et peut varier du moment que les principes concernant la typologie d'urbanisation, la mixité sociale, la qualité environnementale de l'urbanisation, la desserte par les voies et réseaux ou encore les besoins en stationnement soient respectés.

Ainsi, afin d'éviter toute ambiguïté il sera précisé, au tout début du chapitre « condition d'ouverture à l'urbanisation » la phrase suivante :

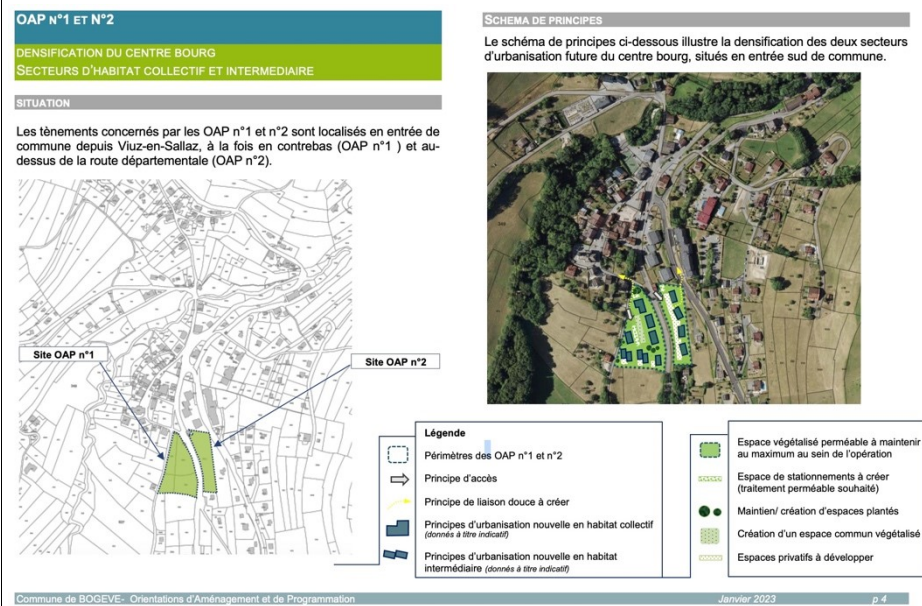
« Le schéma proposé pour l'aménagement de l'OAP N°1 n'est qu'un simple schéma de principe qui peut évoluer à condition que les règles relatives à la typologie de l'urbanisation, à la mixité sociale, à la qualité environnementale ainsi que l'ensemble des règles écrites de la zone AUa soient respectées. ».

Annexe II

OAP actuelle :



OAP après Modification n°1 du PLU :



Annexe II

OAP actuelle :

OBJECTIFS ET ENJEUX

Les OAP n°1 et n°2 concernent des tènements non urbanisés déjà identifiés dans le PLU précédent comme secteurs de densification du centre bourg de BOGEVE.

Ils sont implantés en entrée sud de centre village, au droit de l'urbanisation existante du secteur de la Rachasse.

Ils jouxtent le secteur de logements collectifs de la commune et contribueront à ce titre à compléter l'urbanisation la plus dense de BOGEVE.

Les nouvelles opérations d'urbanisation viendront ainsi étoffer le centre bourg dans un souci d'économie d'espace.

Les logements collectifs situés en amont de la future opération ont été urbanisés sur le coteau. Afin de permettre une meilleure insertion paysagère des futures opérations, les densités initialement prévues dans le PLU précédent ont été inversées.

Ainsi les logements collectifs prévus sur le coteau en continuité des immeubles de la Rachasse ont été déplacés en contrebas de la route départementale, ce qui permettra d'intégrer les plus gros volumes dans le terrain naturel.

Le tènement concerné par l'OAP n°1 accueillera donc en partie haute les logements collectifs et en partie basse des logements intermédiaires qui conduiront à une décroissance progressive des gabarits depuis le centre bourg jusqu'au sud de l'opération.

Pour les mêmes raisons d'intégration des futurs gabarits, l'OAP n°2 accueillera une opération d'habitat intermédiaire, liaison entre les logements collectifs de la Rachasse et le tissu individuel qui s'étend jusqu'à la Côte.

Les tènements support de l'OAP n°1 accueilleront par ailleurs des logements sociaux pour répondre aux besoins de l'ensemble de la population et assurer une mixité des logements dans la commune de BOGEVE.

CAPACITE D'ACCUEIL

L'OAP n°1 concerne un tènement dont la surface avoisine 7800 m². La capacité d'accueil de la zone est ainsi d'un minimum de 35 logements (45 logements/ha en moyenne) dont 10 logements locatifs sociaux (servitude de mixité sociale de 25%).

Commune de BOGEVE - Orientations d'Aménagement et de Programmation

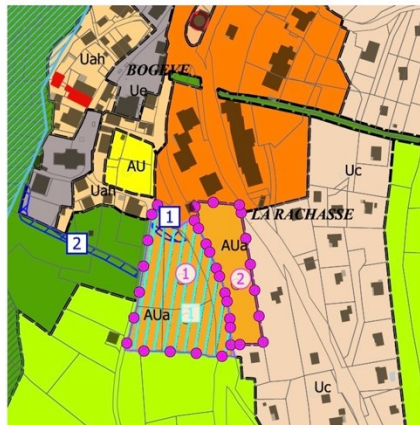
Décembre 2019

p 5

L'OAP n°2 concerne un tènement dont la surface est d'environ 4700 m². La capacité d'accueil de la zone est donc d'un minimum de 16 logements (35 logements/ha).

Il est rappelé que les implantations proposées dans le schéma de principe ne sont données qu'à titre indicatif.

EXTRAIT DU REGLEMENT GRAPHIQUE DU PLU



OAP après Modification n°1 du PLU :

OBJECTIFS ET ENJEUX

Les OAP n°1 et n°2 concernent des tènements non urbanisés déjà identifiés dans le PLU précédent comme secteurs de densification du centre bourg de BOGEVE.

Ils sont implantés en entrée sud de centre village, au droit de l'urbanisation existante du secteur de la Rachasse.

Ils jouxtent le secteur de logements collectifs de la commune et contribueront à ce titre à compléter l'urbanisation la plus dense de BOGEVE.

Les nouvelles opérations d'urbanisation viendront ainsi étoffer le centre bourg dans un souci d'économie d'espace.

Les logements collectifs situés en amont de la future opération ont été urbanisés sur le coteau. Afin de permettre une meilleure insertion paysagère des futures opérations, les densités initialement prévues dans le PLU précédent ont été inversées.

Ainsi les logements collectifs prévus sur le coteau en continuité des immeubles de la Rachasse ont été déplacés en contrebas de la route départementale, ce qui permettra d'intégrer les plus gros volumes dans le terrain naturel.

Le tènement concerné par l'OAP n°1 accueillera donc en partie haute les logements collectifs et en partie basse des logements intermédiaires qui conduiront à une décroissance progressive des gabarits depuis le centre bourg jusqu'au sud de l'opération.

Pour les mêmes raisons d'intégration des futurs gabarits, l'OAP n°2 accueillera une opération d'habitat intermédiaire, liaison entre les logements collectifs de la Rachasse et le tissu individuel qui s'étend jusqu'à la Côte.

Les tènements support de l'OAP n°1 accueilleront par ailleurs des logements sociaux pour répondre aux besoins de l'ensemble de la population et assurer une mixité des logements dans la commune de BOGEVE.

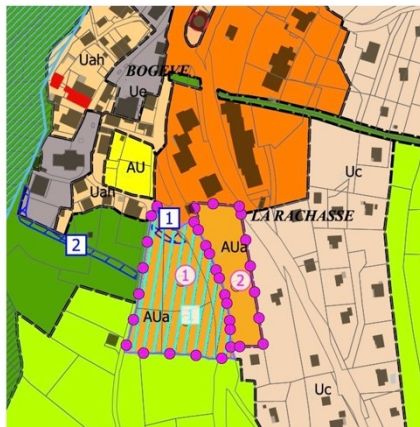
CAPACITE D'ACCUEIL

L'OAP n°1 concerne un tènement dont la surface avoisine 7800 m². La capacité d'accueil de la zone est ainsi d'un minimum de 35 logements dont 10 logements locatifs sociaux (servitude de mixité sociale de 25%).

Commune de BOGEVE - Orientations d'Aménagement et de Programmation

Janvier 2023

p 5



OAP actuelle :

CONDITION D'OUVERTURE A L'URBANISATION

Chaque secteur d'urbanisation future devra faire l'objet d'une gestion d'ensemble.

Néanmoins, le secteur concerné par l'OAP n°1 pourra si nécessaire être aménagé en deux phases urbanisables indépendamment l'une de l'autre dans la mesure où les grandes orientations du schéma de principe ci-avant et les conditions d'ouverture à l'urbanisation mentionnées dans les chapitres ci-dessous sont respectées.

Typologies d'urbanisation - Insertion architecturale, urbaine et paysagère

L'OAP n°1 accueillera une urbanisation sous forme de la fois d'habitat collectif avec une densité minimale de 75 logements par hectare et intermédiaire avec une densité minimale de 35 logements par hectare. La densité moyenne de l'opération ne devra pas être inférieure à 45 logements par hectare.

L'OAP n°2 est destinée à l'accueil d'habitat intermédiaire dont la densité ne pourra être inférieure à 35 logements par hectare.

Les projets devront se rapprocher au plus près du terrain naturel pour assurer une bonne insertion des constructions dans l'environnement paysager et bâti.

L'OAP n°1 devra préserver la croix existante, élément de petit patrimoine bâti qui pourra néanmoins être déplacé selon les besoins de l'opération. Elle proposera un espace commun support de lien social.

Il s'agira également de traiter les interfaces avec la zone agricole au sud et le bâti existant. Les projets devront par ailleurs maintenir les percées et les vues sur le grand paysage.

Mixité fonctionnelle et sociale

Afin de garantir une mixité de l'habitat sur la commune, une servitude de mixité sociale de 25% est imposée au sein de l'OAP n°1, qui devra ainsi accueillir un quart de logements locatifs sociaux.

Qualité environnementale de l'urbanisation

La prise en compte des ressources énergétiques devra être une préoccupation dans les modes de constructions des opérations, tout comme le choix des matériaux ou l'orientation qui devront conduire à maximiser les performances énergétiques des bâtiments.

Commune de BOGEVE- Orientations d'Aménagement et de Programmation

Décembre 2019

p 6

Les surfaces imperméables devront être limitées au maximum au sein des opérations. Les espaces plantés ou végétalisés devront participer à maintenir une biodiversité sur le site et l'utilisation d'essences locales est obligatoire.

La production d'eau chaude sanitaire via une source d'énergie renouvelable est vivement conseillée.

Desserte par les voies et réseaux

Pour l'OAP n°1, le principe d'accès a été mentionné à partir de la voie communale. Pour l'OAP n°2, l'accès est envisagé depuis la route départementale en entrée de village. Ces accès sont repérés par une flèche dans le schéma de principe.

Les dessertes devront être conçues de manière à assurer une sécurisation des déplacements dans les zones de logements tout en limitant les surfaces de voiries.

Une voie douce sécurisée en matériaux perméables est également à créer au sein de chaque opération, afin de sécuriser les déplacements et d'assurer un raccordement aux voies piétonnes existantes dans le centre bourg.

Concernant les réseaux, leurs dimensionnements devront permettre d'assurer une desserte de l'ensemble des secteurs concernés par les OAP n°1 et n°2.

Le raccordement à l'assainissement collectif est obligatoire.

Besoins en matière de stationnements

Les logements collectifs ainsi que les logements intermédiaires de l'OAP n°2 devront autant que possible intégrer leurs stationnements en sous-sol.

Les stationnements réalisés en surface devront être végétalisés et conçus en matériaux perméables.

Desserte par les transports en commun

Les transports en commun sont quasi inexistant à BOGEVE. L'opération ne sera donc pas desservie par transports en commun à court terme.

OAP après Modification n°1 du PLU :

CONDITION D'OUVERTURE A L'URBANISATION

Le schéma proposé pour l'aménagement de l'OAP N°1 n'est qu'un simple schéma de principe qui peut évoluer à condition que les règles relatives à la typologie de l'urbanisation, à la mixité sociale, à la qualité environnementale ainsi que l'ensemble des règles écrites de la zone AUA soient respectées.

Chaque secteur d'urbanisation future devra faire l'objet d'une gestion d'ensemble. Néanmoins, le secteur concerné par l'OAP n°1 pourra si nécessaire être aménagé en deux phases urbanisables indépendamment l'une de l'autre dans la mesure où les grandes orientations du schéma de principe ci-avant et les conditions d'ouverture à l'urbanisation mentionnées dans les chapitres ci-dessous sont respectées.

Typologies d'urbanisation - Insertion architecturale, urbaine et paysagère

L'OAP n°1 accueillera une urbanisation sous forme d'habitat collectif et intermédiaire avec une densité minimale de 35 logements sur l'ensemble des 7 800 m² concernés par l'OAP n°1.

L'OAP n°2 est destinée à l'accueil d'habitat intermédiaire dont la densité ne pourra être inférieure à 35 logements par hectare.

Les projets devront se rapprocher au plus près du terrain naturel pour assurer une bonne insertion des constructions dans l'environnement paysager et bâti.

L'OAP n°1 devra préserver la croix existante, élément de petit patrimoine bâti qui pourra néanmoins être déplacé selon les besoins de l'opération. Elle proposera un espace commun support de lien social.

Il s'agira également de traiter les interfaces avec la zone agricole au sud et le bâti existant. Les projets devront par ailleurs maintenir les percées et les vues sur le grand paysage.

Mixité fonctionnelle et sociale

Afin de garantir une mixité de l'habitat sur la commune, une servitude de mixité sociale de 25% est imposée au sein de l'OAP n°1, qui devra ainsi accueillir un quart de logements locatifs sociaux.

Hauteur des constructions

Compte tenu de la configuration du terrain en forte pente depuis le centre bourg, il sera dérogé à la règle des hauteurs telle qu'indiquée dans l'article AUA 4-2 de la zone AUA. A cet effet, tout projet devra bien respecter la hauteur maximale fixée à 13 mètres avec un gabarit maximum autorisé de R+2+

Commune de BOGEVE- Orientations d'Aménagement et de Programmation

Janvier 2023

p 6

combles. Néanmoins, pour la réalisation de l'habitat intermédiaire, aucune hauteur minimale ne sera exigée.

Qualité environnementale de l'urbanisation

La prise en compte des ressources énergétiques devra être une préoccupation dans les modes de constructions des opérations, tout comme le choix des matériaux ou l'orientation qui devront conduire à maximiser les performances énergétiques des bâtiments.

Les surfaces imperméables devront être limitées au maximum au sein des opérations. Les espaces plantés ou végétalisés devront participer à maintenir une biodiversité sur le site et l'utilisation d'essences locales est obligatoire.

La production d'eau chaude sanitaire via une source d'énergie renouvelable est vivement conseillée.

Desserte par les voies et réseaux

Pour l'OAP n°1, le principe d'accès a été mentionné à partir de la voie communale. Pour l'OAP n°2, l'accès est envisagé depuis la route départementale en entrée de village. Ces accès sont repérés par une flèche dans le schéma de principe.

Les dessertes devront être conçues de manière à assurer une sécurisation des déplacements dans les zones de logements tout en limitant les surfaces de voiries.

Une voie douce sécurisée en matériaux perméables est également à créer au sein de chaque opération, afin de sécuriser les déplacements et d'assurer un raccordement aux voies piétonnes existantes dans le centre bourg.

Concernant les réseaux, leurs dimensionnements devront permettre d'assurer une desserte de l'ensemble des secteurs concernés par les OAP n°1 et n°2. Le raccordement à l'assainissement collectif est obligatoire.

Besoins en matière de stationnements

Les logements collectifs ainsi que les logements intermédiaires de l'OAP n°2 devront autant que possible intégrer leurs stationnements en sous-sol.

Les stationnements réalisés en surface devront être végétalisés et conçus en matériaux perméables.

Desserte par les transports en commun

Les transports en commun sont quasi inexistant à BOGEVE. L'opération ne sera donc pas desservie par transports en commun à court terme.

<p>4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Non les constructions étaient déjà autorisées et les zonages déjà adaptés.</p>
<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.3.4 La procédure a pour objet :</p>
<p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de déclasser un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et les superficies</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>

Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Bogève est une commune de montagne donc soumise à la loi du même nom car constituée de nombreux hameaux. Cependant le projet concerne le centre bourg.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La carte des enjeux environnementaux et paysagers du SCOT des Trois Vallées souligne la présence de deux corridors écologiques qui traversent le territoire communal. Le secteur concerné par la Modification n°1 du PLU est situé dans une zone d'urbanisation future du PLU.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code			
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code			
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, précisez :
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

MARS 2023

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

NEANT

7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	Bogève	le,	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Annexe II

Nom	CHARDON	Prénom	Patrick
Qualité	Maire		
Signature			
